



Pool Technique des Partenaires Techniques et Financiers

Réunion mensuelle du Groupe Exécutif de Coopération des Partenaires Techniques et Financiers

Compte rendu (version finale)

Date : 20 septembre	Lieu : Banque Mondiale
Début : 10h08	Fin : 11h58
Présidence : Chef de File (CdF) PTF (DUE) assisté des membres de la Troïka élargie Pays-Bas, Canada et MINUSMA.	

Introduction

1. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, le CdF a donné la parole aux nouveaux membres pour qu'ils se présentent.
2. Un tour de table a permis aux nouveaux de se présenter et de noter que pour certains d'entre eux, il s'agit d'un retour au Mali (voir liste de présence à la fin du CR) .
3. La version disponible du CR de la RM du 12 juillet a été adoptée conformément à la mise sous procédure de silence.
4. Le CdF a informé l'assistance de :
 - la tenue en juillet dernier, de l'atelier de validation de la Stratégie Spécifique de Développement des Régions du Nord du Mali (SSD-RN), sujet mis en divers ;
 - la tenue en août dernier de la réunion de validation des résultats de l'étude sur le coût de la faim en Afrique (cas du Mali), point proposé pour l'ordre du jour du prochain GEC.
5. Le CdF a invité les PTF à manifester leur intérêt pour remplacer le Canada, membre sortant de la Troika élargie, d'ici la fin du mois d'octobre.
6. Les quatre points inscrits à l'ordre du jour ont été rappelés et adoptés. Un amendement a été apporté sous la rubrique "divers" avec un point d'information sur la mission MAPS (Mainstreaming, Acceleration and Policy Support) et qu'un autre ajouté à la demande de la FAO.

I. Rencontres PM/TE (CdF) (25 min)

- ✓ **CR Rencontre du 20 juillet**
- ✓ **Préparation rencontre du mois d'octobre (le 27 octobre à confirmer avec CS/PM)**

7. Le CR de la rencontre PM-TE du 20 juillet a été communiqué aux membres du GE. Après avoir rappelé les principales conclusions de cette rencontre, le CdF a fait quelques commentaires de l'actualité sur le sujet de la mise en œuvre de l'Accord et le calendrier électoral.
8. Sur la mise en œuvre de l'Accord de paix, la dernière rencontre du CSA a eu lieu le 11 septembre. Les principales évolutions sont l'accord pour désigner l'Observateur indépendant, la décision sur le processus de sanctions au niveau des Nations Unies, l'accord de trêve entre les mouvements signataires, l'installation du Gouverneur de Kidal qui a récemment effectué une visite à Kidal.
9. Les négociations sont en cours pour organiser une cérémonie de réconciliation entre les groupes signataires. La prochaine réunion du CSA est prévue pour les 9 et 10 octobre.
10. Les points d'actualité ont concerné également les efforts en cours pour la mise en place de la force conjointe du G5 Sahel, le lien sécurité et développement dans le cadre du processus de paix et de la lutte contre le terrorisme. Les consultations ont été menées en marge de la 72^{ème} l'Assemblée Générale des Nations Unies.
11. La mise en place diligente des décaissements pour appuyer cette force conjointe est une préoccupation. Présentement, les appuis sont ceux des Etats membres, de l'UE et de la France. Une réunion des ministres des défenses du G5 Sahel sur la mobilisation des fonds a été tenue le 15 septembre à Bamako.
12. La mutualisation des efforts en termes de financement et de coopération transfrontalière a été abordée aussi en référence aux actions en faveur de l'Alliance pour le Sahel. Les engagements des PTF sont souhaités dans le cadre de la planification des opérations tant au plan financier que matériel.
13. Les membres ont constaté la faible visibilité sur le calendrier des processus DDR et MOC. Le lien entre ces mécanismes et les niveaux de décaissements mérite d'être analysé. A ce sujet, le représentant de la Banque mondiale a indiqué que la situation sur ce point sera connue d'ici la fin de la semaine prochaine.
14. Sur le calendrier électoral, les élections communales partielles, locales et régionales étaient prévues initialement pour fin octobre et fin novembre. Une réunion a eu lieu le 19 septembre entre le Ministre de l'Administration Territoriale et les acteurs politiques. La date du 3 décembre a été retenue pour le couplage des différentes élections, le Président de la République ayant décidé de surseoir au référendum.
15. Cette date reste à valider par le Gouvernement qui a le souci de permettre l'adoption de textes relus sur le code des collectivités et d'organiser ces élections d'ici la fin de l'année.
16. **Conclusion/décision :**
 - **En ce qui concerne l'Accord de paix, des efforts sont attendus sur la mise en œuvre du DDR ainsi que les modalités d'opérationnalisation du MOC à Tombouctou et Kidal, la prise en compte de l'aspect du développement et la mise en commun des financements.**
 - **Les membres ont souligné la nécessité de mettre à jour le dispositif institutionnel du processus électoral et l'importance de s'accorder sur un calendrier actualisé et visible.**
 - **La prochaine rencontre PM-TE sera mise à profit pour débattre de toutes ces questions. La date indicative est celle du 27 octobre. Le contact sera pris en début de semaine prochaine avec le Cabinet du PM en vue de préparer le thème principal convenu "le renforcement du processus de décentralisation dont la régionalisation". Le GT DDI a été invité à préparer**

les messages clés sur le sujet et les transmettre au plus tard le 3 octobre en vue de leur examen à la prochaine RM (11 octobre).

II. Suites à donner au diagnostic organisationnel du Pool technique (25 min) (CdF)

- ✓ *Travaux du groupe ad hoc*
- ✓ *Validation du rapport*

17. La représentante de la Suisse a fait un compte rendu des travaux du groupe composé de la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suisse, la DUE et le Canada. Le groupe s'est effectivement réuni en juillet et août derniers et une note a été produite. Les discussions techniques vont se poursuivre sur les mécanismes de concertation notamment le lien entre le Pool Technique, le GEC, les GT. Les réflexions sont en cours sur l'opérationnalisation des recommandations.

18. Conclusion/décision : Le GEC valide le rapport final et marque son accord pour clore la phase administrative de paiement des consultants. Le point sera à l'ordre du jour de la prochaine réunion afin de permettre au groupe de travail de revenir avec des recommandations opérationnelles.

III. Suites à donner à la revue de la SCAP II (20 min) (BM, Coordonnateur GT Ecofi)

- ✓ *CR réunion équipe SCAP*
- ✓ *Modalités de validation*

19. Le point a été présenté par le Coordonnateur du Pool Technique PT en termes de contenu de la note sur la mise en œuvre de la SCAP II, de processus d'élaboration et de prochaines étapes.

20. La note a été produite par la consultante et versée à la revue CREDD-SCAP-ODD. La revue conjointe tenue en juin dernier concerne la première année de mise en œuvre. Le taux de réalisation est de 22% pour 46 activités prévues dans le plan d'actions. Ce taux relativement faible s'expliquerait par le retard pris dans l'adoption du plan d'actions (septembre 2016).

21. Malgré l'existence de cadres de concertations (réunions des coordonnateurs des GT) et des avancées dans l'articulation entre les programmes de travail annuel des GT et la SCAP, force est de constater un manque de suivi dans la mise en œuvre du plan d'actions.

22. En ce qui concerne le processus et les prochaines étapes, la note a été mise tardivement à la disposition des participants à la session technique de la revue qui a enregistré l'absence de la plupart des PTF dans les travaux de groupe.

23. L'équipe SCAP propose l'organisation d'un atelier de validation et d'actualisation du plan d'actions en vue de corriger les insuffisances. Les termes de référence ont été élaborés dans ce sens à la suite de la réunion du 26 juillet. Les dates (27 et 28 septembre) sont indicatives.

24. Conclusion/décision :

- **Le constat de faible participation aux revues est récurrent depuis plusieurs années. Il est important de regarder le processus, d'activer les groupes mixtes avec le Gouvernement et d'analyser plus les résultats : (i) discussions et suivi en groupes mixtes à l'image du cadre**

d'élaboration du CRMT ; (ii) opportunité pour approfondir la réflexion sur la gestion de l'aide, la planification et la programmation indicative conjointe ; (iii) élaboration et financement de programmes à long terme en lien avec les ODD et l'Agenda post 2018.

- Les dates prévues pour l'atelier ne sont plus réalistes à tenir. Une réunion préparatoire est à organiser la semaine prochaine avec le SHA en vue de mieux cerner les attentes du côté de la partie malienne. De leur côté, les PTF vont organiser une réunion de concertation avant l'atelier de validation du rapport sur l'état de mise en œuvre de la SCAP et l'actualisation de son Plan d'Actions .

IV. Divers (20 min)

✓ *Mission MAPS*

25. L'équipe de la mission a présenté l'outil MAPS qui est une approche multidimensionnelle adoptée par le Système des Nations Unies pour appuyer le développement des pays et répondre aux exigences de l'Agenda 2030. Sa mission au Mali est également une opportunité pour faire avancer les ODD.
26. Les autorités maliennes seront accompagnées dans la mise en œuvre du CREDD qui place les ODD au cœur des objectifs et priorités nationaux. Suite au lancement officiel des ODD en février 2016, les discussions ont abouti à l'élaboration d'une feuille de route.
27. Il est prévu une série de formations sur l'outil en intégrant les thématiques comme la paix et la sécurité, la décentralisation, la démobilisation (DDR), l'extrémisme violent, etc. Il est attendu de la mission, la formulation d'un plan de mise en œuvre des ODD en vue de relever les défis majeurs.
28. Les échanges ont permis de noter les préoccupations pour l'intégration des données sectorielles issues de cycles de programmation différents dans le document stratégique (travail sur les données intersectorielles) et l'appropriation de la conduite du processus par les acteurs nationaux.
29. Aussi, il a été remarqué que le lien entre la pauvreté des populations (majoritairement jeunes et non scolarisées) et leur probabilité de tomber dans le radicalisme ou l'extrémisme n'est pas direct.
30. Les membres ont été informés que la réunion de restitution de la mission est prévue le 21 septembre dans l'après-midi à la Primature.

- ✓ *CR de la session politique de la CRZPC du 31 juillet (Co-coordonnateur CRZPC)*
- ✓ *Suites des travaux sur le nexus Humanitaire/Développement (Co-coordonnateur CRZPC)*
- ✓ *Echanges sur les suites à donner au niveau des PTF à la validation de la Stratégie spécifique de développement des Régions du Nord (SSD-RN) (Co-coordonnateur CRZPC)*

31. L'un des co-coordonnateurs (la MINUSMA) a fait une brève présentation de la note récapitulative et chronologique des rencontres de la CRZPC sur la période juillet-août 2017. Il a rappelé la tenue des principales rencontres : la session politique du 31 juillet, la rencontre mensuelle du 24 août et celle du 14 septembre avec les ONG internationales.

32. Les statistiques sur l'accès aux services sociaux de base (éducation, santé, eau potable) sont à des niveaux alarmants avec des problèmes d'ordre institutionnel et sécuritaire. Les discussions au sein de la CRZPC recommandent de mettre moins l'accent sur la présentation des chiffres et les perspectives et de chercher plus l'impact du programme.
33. Les efforts sont en cours dans ce sens en rapport avec l'Agence de Développement du Nord du Mali (ADNM). Une nouvelle structuration de l'outil sera présentée suite aux préoccupations soulevées par certains PTF (Canada).
34. La note sur le lien Humanitaire/Développement est finalisée suite à sa validation par le GEC le 12 juillet. Le suivi des recommandations est en cours notamment l'articulation avec l'atelier de OCHA.
35. La SSD-RN a été validée en atelier tenu en juillet dernier. Le processus d'adoption formelle est en cours par le Gouvernement. Le document final est attendu.

36. Conclusion/décision : La CRZPC est invitée à veiller sur la prévisibilité dans la préparation des réunions politiques en présentant l'outil "Synergie-Nord" aux décideurs avec des données mises à jour.

✓ ***Information sur l'atelier de lancement du Système Intégré de Gestion de l'Aide Publique au Mali (SIGAP), tenu le 6 septembre (Pool Technique)***

37. Le point sur l'atelier de lancement du SIGAP a été présenté par le Coordonnateur du Pool technique. Le projet est dans sa phase de conception et sa connexion n'est pas encore faite avec les autres bases. Cette connexion notamment avec "Synergie-Nord" est une préoccupation en plus des problèmes d'ordre technique et institutionnel à résoudre.
- 38. Conclusion/décision : La suite de l'atelier sur le SIGAP est attendue, notamment les informations sur le processus de coordination, les modalités pratiques d'alimentation de la base et son pilotage, la prise en compte du financement des régions, l'analyse de l'impact et le lien avec l'atteinte des résultats. Il a été recommandé plus de réalisme et de réactivité avec un accent sur la compréhension des processus afin de pouvoir coordonner.**
39. La Représentante de la FAO, Mme Fatouma Seid a annoncé son départ et remercié le GEC pour la collaboration fructueuse. Au nom des PTF, le CdF l'a remerciée pour ses contributions de qualité au GEC.
40. Un point d'information sur l'aide budgétaire de l'UE au Mali a été partagé par le Chef de coopération de la DUE. L'analyse du paiement de la tranche 2017 est en cours. Certains déclencheurs qui conditionnent les décaissements de tranches variables ne seront pas atteints. Le paiement sera donc inférieur au 91 M€ possible. L'attention a été attirée sur la non-publication du rapport 2015 du Vérificateur Général malgré sa remise officielle aux autorités compétentes, cette publication est pourtant un élément important de la transparence budgétaire.
41. Le travail est en cours sur un nouveau programme d'appui budgétaire 2018-2019 avec une discussion non finalisée sur un indicateur/déclencheur lié à la mise en place d'un programme de gestion des ressources humaines de l'armée et des forces de sécurité.

Conclusion/décision : Les échanges doivent se poursuivre sur les causes de la faiblesse des décaissements notamment d'aide budgétaire. Les autres participants ont été invités à partager ce genre d'information et il a été noté qu'elles pourraient faire l'objet de dialogue politique.

Date de la prochaine réunion mensuelle : 11 octobre 2017

Date de la prochaine réunion des coordonnateurs GT : 16 octobre 2017

Liste de présence

1. Alain Holleville (DUE)	19. Hamaciré Dicko (BAD)
2. Geza Strammer (DUE)	20. Alain Pierre Mbonampeka (BAD)
3. Louis Verret (Canada)	21. Mamadou Aliou Barry (JICA)
4. Françoise Gianviti (France)	22. Takako Kano (JICA)
5. Mbaranga Gasarabwe (MINUSMA)	23. Karen Koprince (USAID)
6. Loubna Benhayoune (MINUSMA)	24. Sidi Yeya Cissé (USAID)
7. Florian Delaunay (MINUSMA)	25. Mouminatou Katilé (USAID)
8. André Bredick (ALL)	26. Lucia Elmi (UNICEF)
9. Boubacar Sidiki Walbani (Bm)	27. Soraya Adouane (UN OCHA)
10. Stephanie Guha (Suisse)	28. Mantala Traoré (UNFPA)
11. Giancarlo Depicciotto (Suisse)	29. Aïssata Dicko (Belgique)
12. Fatouma Seid (FAO)	30. Silvia Caruso (PAM)
13. Fatimata Ossade Traoré (PNUD)	31. Cynthia Mahoney (UNMAS)
14. Becaye Diarra (PNUD)	32. Didier Kirongozi (Invité Cluster Santé)
15. Andrew Waller (Grande Bretagne)	33. Pierre Nebié (Pool Technique)
16. Hitomi Ishida (Japon)	34. Kassim Dabitaï (Pool Technique)
17. Mats Ottosson (Suède)	35. Monzon Traoré (Pool Technique)
18. Susanna Hughes (Suède)	36. Fatou Camara (Pool Technique)

Nouveaux